



Le ministère de l'Éducation nationale poursuit sa politique éducative rétrograde et ultra libérale sans prendre en compte ni l'expertise professionnelle des acteurs de terrain, ni les avis de leurs organisations syndicales, ni ceux de l'ensemble de la communauté éducative. L'amélioration de notre système éducatif exige certes, une ambition politique forte mais également une construction qui soit commune et concertée. Or, le ministre entend imposer de nombreuses transformations et continue de le faire à marche forcée.

Pour nos organisations, ces transformations, par leur contenu et la méthode, vont le plus souvent accroître les inégalités, dégrader les conditions de travail des personnels sans répondre à la nécessité d'améliorer le service public d'éducation pour assurer la réussite de tous les élèves et l'élévation du niveau de qualification.

LOI « DE L'ÉCOLE DE LA CONFIANCE » : UNE REFORME QUI NE REPOND PAS AUX ENJEUX.

NOS ORGANISATIONS REFUSENT :

- La création des établissements publics des savoirs fondamentaux sans accord des communautés éducatives.
- Une reprise en main de la formation des enseignants basée sur une conception du métier réduite à des fonctions d'exécution.
- Les cadeaux financiers pour l'école privée.
- La transformation du statut des directeurs d'école.
- La suppression des CAP et la fusion des CHSCT et CT.
- L'imposition d'une deuxième HSA obligatoire.
- Les inégalités induites par la réforme des lycées généraux et professionnels.
- La précarité du statut des AESH et la remise en cause des structures adaptées existantes.

NOS ORGANISATIONS DEMANDENT :

- Un budget à la hauteur des besoins du service public d'éducation.
- Une véritable reconnaissance de nos métiers qui passent par une revalorisation salariale.

NOS ORGANISATIONS DENONCENT :

- Un projet de réforme de la fonction publique qui conduira à la suppression de milliers de postes et à un large recours à la contractualisation.
- Un vaste plan de communication du Ministre qui ne cache pas sa volonté d'autoritarisme.

- La remise en cause des missions des psychologues de l'éducation nationale EDO et les fermetures programmées des CIO alors que les jeunes doivent pourvoir construire leur avenir sereinement.
- Le processus de fusion des académies de Caen et de Rouen alors que partout ailleurs il a été abandonné.

L'accent doit être mis sur les inégalités sociales et territoriales notamment par une relance de l'éducation prioritaire et des mesures en faveur d'une plus grande mixité sociale.

**C'EST POURQUOI NOS ORGANISATIONS APPELLENT
L'ENSEMBLE DES PERSONNELS, LES ETUDIANTS, LES LYCEENS
ET LES PARENTS D'ELEVES A SE MOBILISER LE 30 MARS :**

- **POUR** la priorité au service public d'éducation.
- **POUR** des perspectives ambitieuses pour toutes et tous les élèves et le jeunes.
- **POUR** une véritable reconnaissance de l'ensemble des personnels de l'éducation.

**RASSEMBLEMENT SUIVI D'UNE
MANIFESTATION DEPARTEMENTALE A
CAEN.**

**14 HEURES PLACE FONTETTE (ancien
tribunal).**